

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LEGOYT

Du mouvement de la population en France

Journal de la société statistique de Paris, tome 1 (1860), p. 149-167

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1860__1__149_0

© Société de statistique de Paris, 1860, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.



PREMIÈRE PARTIE. — TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ.

I.

Du mouvement de la population en France, par M. LEGOYT.

(Fin de la première partie.)

La population relevée en 1836 se divise ainsi qu'il suit, par sexe :

Hommes.	Femmes.	Total.
16,460,701	17,080,209	33,540,910

Ceci posé, on constate que, du 1^{er} janvier 1816 au 1^{er} janvier 1836, l'excédant des naissances féminines sur les décès féminins est de 1,475,614. Le recensement de 1836 ayant eu lieu, selon l'usage, à la fin de juin, il faut ajouter à ce chiffre l'excédant des naissances féminines pour les six premiers mois de l'année, soit 47,031; on obtient alors un excédant total de 1,522,645. En déduisant ce chiffre de 17,080,209, on trouve, au 1^{er} janvier 1816, 15,557,564 femmes. Si l'on détermine par le même procédé le nombre des hommes à la même date, on obtient le chiffre de 14,466,645. Un dénombrement opéré au 1^{er} janvier 1816 eût donc donné, dans les conditions que nous avons supposées, les résultats ci-après :

Femmes.	Hommes.	Total.	Excédant des femmes.
15,557,564	14,466,645	30,024,209	1,090,919

On peut juger de l'énormité de cet excédant par ce fait qu'il a diminué à chaque dénombrement, et qu'en 1851 il n'était plus que de 193,242, bien que l'armée d'Afrique et le corps expéditionnaire de Rome n'aient pas figuré dans cette énumération.

Revenons au dénombrement de 1820. La circulaire ministérielle (26 juin 1820), qui en prescrit l'exécution, ne contient aucune disposition nouvelle. « Le cadre que je vous envoie, dit le ministre, est semblable à celui qui a été dressé en 1806, avec cette seule différence qu'il y est ajouté une colonne pour indiquer la population agglomérée de 1,500 âmes et au-dessus de celles des communes qui ont cette popu-

lation. » Cette disposition avait pour but de faciliter l'assiette du droit d'entrée sur les boissons, au profit du trésor.

D'après le nouveau dénombrement, la population s'élevait, en 1820, à 30,461,875. En prenant pour mesure de son accroissement, dans cette période, l'excédant des naissances sur les décès, on aurait dû trouver 30,779,433. La différence est probablement due en grande partie à l'omission des populations flottantes.

En 1825, l'administration, reculant devant les difficultés d'un nouveau dénombrement et obligée cependant, aux termes de l'ordonnance royale du 16 janvier 1822, d'établir de nouveaux états de population à partir du 1^{er} janvier 1826, ne trouva rien de mieux à faire que d'inviter les préfets à *composer* une nouvelle population à l'aide du calcul de l'excédant des naissances sur les décès ou réciproquement dans les communes de leur département. Cette opération d'un genre nouveau qui faisait abstraction du mouvement *extérieur* de la population, donna, d'après les tableaux annexés à l'ordonnance du 15 mars 1827, un résultat de 31,858,937, soit un accroissement de 1,397,062 par rapport à 1820. Cet accroissement est considérable sans doute, et cependant, d'après l'excédant des naissances constaté par le relevé des tableaux du mouvement de l'état civil que les préfets transmettent annuellement à l'administration, on aurait dû trouver un chiffre encore plus élevé, c'est-à-dire 31,996,956.

Le 25 mars 1831, le ministre invita les préfets à procéder à un nouveau dénombrement. «... Le but de ce travail, dit la circulaire, étant d'obtenir des résultats de la plus grande exactitude, j'ai pensé qu'on *n'y parviendrait que fort imparfaitement en employant le procédé qui a été suivi en 1826*. J'ai décidé, en conséquence, qu'il serait procédé à un recensement général de la population.» Ce recensement fit constater une population de 32,569,223, soit un accroissement de 2,107,348 par rapport au dénombrement de 1821, et de 750,286 relativement à l'évaluation de 1826. D'après l'excédant des naissances, la population se serait accrue, de 1821 à 1831, de 2,485,549.

La circulaire du 10 avril 1836 appelle l'attention, en ce sens surtout qu'elle prescrit, dans des termes plus précis que les instructions précédentes, de ne recenser que les *domiciliés*. Elle aggravait ainsi les chances d'erreurs que pouvaient présenter les dénombrements précédents. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'administration, en France, se préoccupait moins alors, dans ces vastes opérations, de l'intérêt statistique que de l'exacte application des lois politiques, financières, administratives, qui ont la population pour base; or, à ses yeux, cette application, pour être équitable, doit être basée, non sur une population flottante et incertaine, mais sur une population domiciliée et sédentaire. Disons, en passant, que cette opinion peut être très-justement contestée. Dans le plus grand nombre des cas, en effet, les populations dites *flottantes* (garnisons, élèves des établissements d'instruction publique, prisonniers, etc.), ne sont telles qu'en ce sens que les *individus* dont elles se composent changent fréquemment de résidence; mais elles sont sédentaires en fait par *leur nombre total* qui ne varie que faiblement.

La circulaire de 1836 se recommande d'ailleurs par des prescriptions nouvelles destinées à assurer l'exactitude du dénombrement. Ces prescriptions sont résumées dans l'extrait ci-après : «... Le tableau *nominatif* des habitants doit être établi par *famille* ou *ménage*, en portant en tête de chaque ménage le chef de famille, puis

sa femme, puis ses enfants, puis les aïeuls ou autres parents faisant partie du même ménage, puis enfin les domestiques attachés à la famille.» Enfin, dans les cadres annexés à cette instruction et que les maires étaient appelés à remplir, on trouvait, pour la première fois, l'indication des maisons, des ménages, des âges et des professions. C'était un progrès très-sensible sur les autres énumérations, et il est vivement à regretter que l'administration supérieure n'ait pas centralisé, dépouillé et publié ces renseignements dont la valeur serait si grande aujourd'hui !

On constata, en 1836, une population de 33,540,910 habitants, soit une augmentation de 971,687 par rapport à 1831. D'après l'excédant des naissances sur les décès, on aurait dû trouver, au 1^{er} juillet 1836, 33,822,185 personnes. On voit que l'écart entre la population dénombrée et la population calculée tend à diminuer. C'est l'indice certain d'une amélioration sensible dans les procédés matériels du recensement.

En 1841, le principe de la *résidence* est enfin substitué à celui du *domicile*. Seulement, pour concilier les exigences administratives avec l'intérêt statistique, on décide (Circul. du 2 avril 1841) que les individus non domiciliés seront dénombrés *en bloc* et devront être distraits de la population totale, pour l'application des lois qui ont le chiffre des habitants pour base. Ce dénombrement aurait probablement donné des résultats plus exacts que les précédents, s'il n'eût été opéré sous l'influence des graves événements amenés par le recensement des valeurs locatives. Représenté par une presse hostile comme une annexe de cette délicate opération financière, il rencontra, de la part des habitants et des maires eux-mêmes, des résistances très-vives qui eurent pour résultats de nombreuses omissions. Il donna pour résultat un chiffre de 34,240,178 habitants; soit un accroissement de 689,268 depuis 1836, le plus faible qui eût encore été constaté.

En 1846, l'administration, en réglementant (Circ. du 6 mai 1846), le principe de la *résidence*, lui restitue, à tort, selon nous, quelques-uns des caractères du *domicile*. Mais, en même temps, par une heureuse compensation, elle prescrit, pour éviter les doubles emplois, que les populations flottantes seront recensées à *jour fixe*. Le dénombrement de cette année, effectué au milieu d'un calme profond, répara les omissions de 1841. La population recensée s'éleva au chiffre considérable de 35,400,486, ce qui indiquait un accroissement de 1,160,316, par rapport à 1841. Si l'excédant des naissances sur les décès eût seul contribué au progrès de la population, on n'eût recensé que 35,149,555 habitants, soit un accroissement seulement de 909,377. Il est évident qu'un grand nombre de personnes omises, volontairement ou non, en 1841, avaient été recensées en 1846.

Le dénombrement de 1851, opéré conformément à des instructions peu différentes de celles de 1846 quant au mode d'énumération, mais cependant un peu plus favorables au principe de la simple résidence, n'a mis en lumière qu'un accroissement de 382,684. Il est vrai que trois faits graves de nature à exercer l'influence la plus défavorable sur le mouvement de toute population, s'étaient produits dans l'intervalle : la cherté de 1846-1847, le choléra de 1849, et la révolution de 1848. D'après l'excédant des naissances sur les décès, on aurait dû trouver 35,922,055 habitants, soit un accroissement de 521,569. Le mouvement extérieur de la population s'était donc soldé par un excédant d'émigration notable. La révolution de 1848, de continuelles appréhensions sur le maintien de l'ordre, de vives préoccu-

pations sur l'avenir politique du pays, le ralentissement de la plupart des travaux publics et privés, expliquent suffisamment cette émigration.

Si le dénombrement de 1851 indique un ralentissement sensible dans le progrès de notre population, il appelle, sous d'autres rapports, toute notre attention. C'est pour la première fois, en effet, que l'administration française, dont le zèle commençait à être stimulé par l'exemple que lui donnaient déjà depuis longtemps les gouvernements étrangers et notamment l'Angleterre, la Belgique, la Saxe, la Suède, etc., se décide à recueillir et à mettre au jour les résultats du recensement au point de vue de l'âge, des professions, des nationalités et des cultes.

Ce document, imprimé en 1854, était, à cette date, le travail le plus étendu, le plus considérable qui eût encore été publié sur la population de notre pays. Mais nous croyons qu'il a été dépassé en importance et en exactitude par le *census* de 1856, dont nous allons reproduire les principaux détails en les rapprochant des faits analogues recueillis en 1851.

Disons d'abord que les circulaires des ministères de l'intérieur et de l'agriculture et du commerce (car les dénombrements, en France, se font par les ordres combinés des deux ministères représentant, le premier, l'intérêt purement administratif, le second, l'intérêt économique) n'ont rien changé aux instructions précédentes en ce qui concerne l'époque et la forme du dénombrement. Elles ne les ont point modifiées notamment au point de vue de la condition du domicile et de la résidence; seulement le département du commerce a cru devoir recommander, comme élément de contrôle et, par conséquent, comme garantie d'exactitude, l'emploi d'un *bulletin de recensement*, destiné à être rempli séparément pour chaque ménage. Ce bulletin, qui est imprimé, contient toutes les questions auxquelles il doit être répondu en ce qui concerne les noms et prénoms, l'état civil, l'âge, la profession, etc., et l'agent du recensement doit se borner à inscrire, dans la colonne afférente à chacune d'elles, la réponse à laquelle elle a donné lieu.

Les deux recensements n'ont pas, d'ailleurs, été identiques quant à la nature et au nombre des renseignements demandés. C'est ainsi qu'en 1856, le ministre du commerce a cru devoir éliminer du programme de l'enquête, sauf à l'y réintégrer, au besoin, en 1861, le document relatif aux cultes, une foule de personnes appartenant aux cultes non catholiques, qui avaient cru voir (chose singulière!), dans la question posée à ce sujet en 1851, une atteinte à la liberté de conscience, ayant à cette époque refusé d'y répondre. Pour simplifier une opération que le ministre de l'intérieur, se plaçant au point de vue exclusif du travail ainsi imposé à l'autorité locale, considérait déjà comme extrêmement compliquée, la nationalité n'a pas été non plus demandée en 1856. Il en a été de même, et par des raisons identiques d'un certain nombre des infirmités extérieures recensées en 1851, et dont il eût été du plus grand intérêt de continuer la monographie en 1856.

Mais il est juste de dire que les sacrifices ainsi faits par le ministre du commerce aux préoccupations de son collègue de l'intérieur, ont été compensés, dans une forte mesure, par l'élargissement du programme de 1851 en ce qui concerne les questions maintenues. Ainsi, au lieu de se borner à demander le nombre des maisons, comme en 1851, le ministre a voulu connaître, en outre, leur division en maisons: 1^o habitées; 2^o totalement ou partiellement inhabitées; 3^o en construction. Le mode de couverture des maisons bâties (chaume, tuiles, ardoises ou zinc) lui a également

paru un renseignement utile à recueillir. Enfin, il a demandé leur classement d'après le nombre de leurs étages, conformément aux résolutions adoptées par le congrès international de statistique en 1853. Une extension analogue a été donnée à la statistique des ménages, qui ont été répartis par catégories d'après le nombre des personnes qu'ils comprennent. Une tentative importante a également été faite en 1856, pour connaître le nombre des mariés et veufs de chaque sexe *ayant ou n'ayant pas d'enfants*, moyen indirect de constater la fécondité croissante ou décroissante des mariages. — Les populations flottantes ont donné lieu à des spécifications plus nombreuses, plus détaillées et cependant plus précises que par le passé, et, par suite de ces améliorations, l'administration a pu se procurer une statistique satisfaisante : 1^o des établissements pénitentiaires; 2^o des établissements de bienfaisance; 3^o des établissements d'instruction secondaire, et 4^o des communautés religieuses d'après leur destination, autorisées ou non.

Le questionnaire des infirmités a également été élargi. Les aliénés qui, en 1851, avaient été confondus avec les idiots et les crétins, en ont été séparés. Les aveugles et les sourds-muets ont été recensés d'après l'origine de leur infirmité, selon qu'elle était congénitale ou postérieure à la naissance. Ces tristes, mais curieuses études auraient pu être encore étendues dans l'intérêt de la science; le classement par âge, pour chaque sexe, des divers infirmes eût été notamment un renseignement d'une grande valeur. Évidemment la crainte d'imposer un travail excessif aux agents du recensement n'a pas permis de l'insérer dans le cadre de l'enquête de 1856.

La statistique des professions n'a pas été recueillie d'après les mêmes bases en 1856 qu'en 1851. Dans cette dernière année, il avait été recommandé de classer séparément les femmes et les enfants qui auraient été reconnus *vivre exclusivement du produit de la profession du chef de la famille*. L'extrême difficulté de constater exactement ce fait ayant déterminé les agents du recensement à considérer le plus grand nombre comme étant à la charge du chef de la famille, près de 12 millions de femmes ou d'enfants, dont un grand nombre, peut-être, avait des professions distinctes ou concourait utilement à la profession de l'époux ou des parents, ont été placés dans la catégorie des personnes entièrement étrangères à la production nationale.

Pour prévenir le retour d'une pareille erreur, l'administration eut, en 1856, la pensée, non plus de rechercher la part de chaque individu dans chaque branche de cette production, information qui présente peut-être des difficultés inextricables, mais le nombre des individus vivant *directement* ou *indirectement* d'une profession quelconque, comme le chef de la famille, sa femme, ses enfants, ses domestiques, ses ouvriers, ses employés, etc. On arrivait ainsi à déterminer l'importance de chaque profession par rapport à l'ensemble des professions, idée neuve et essentiellement pratique, en ce sens que, dans le cas où des réformes douanières eussent été soit à l'étude, soit dans la pensée du Gouvernement, la statistique des professions ainsi conçue lui permettait de juger de l'importance des intérêts engagés dans les industries que ces réformes pouvaient affecter.

Ces renseignements préliminaires étaient nécessaires pour bien faire comprendre le rapprochement qui va suivre des principaux résultats des deux recensements de 1851 et 1856, rapprochements dont l'étude spéciale de ce dernier va servir de base.

§ 1. Mouvement de la population de 1851 à 1856.

D'après le *Bulletin des Lois*, la population officielle de l'Empire s'élevait au 1^{er} juillet 1851, à 35,783,172, et au 1^{er} juillet 1856, à 36,039,364 habitants. L'accroissement (256,192 ou 51,238 en moyenne par année) est le plus faible que l'on ait constaté jusqu'à ce jour en France. Il s'explique par une diminution sensible des naissances et par la mortalité exceptionnelle des années 1854 et 1855, sous la triple influence du choléra, de la guerre et de la cherté. Malgré cette mortalité, il est remarquable que les relevés de l'état civil, dans les cinq années de la période 1851-1856, ont mis en lumière un excédant sur les décès de 328,833 naissances. On aurait donc dû trouver en 1856, 36,412,005 habitants. Le recensement n'en ayant constaté que 36,039,364, il faut admettre ou que des omissions ont été commises jusqu'à concurrence de 72,641 âmes, ou que les émigrations ont été supérieures de la même quantité aux immigrations. En fait, une omission considérable a eu lieu ; nous voulons parler de la portion de notre armée d'Orient qui, au mois de juin se trouvait encore en Crimée, et dont l'effectif, d'après un document officiel, s'élevait à 165,428 hommes. En tenant compte de cette omission, et en supposant que les 165,428 militaires absents aient tous revu leur pays, la balance s'établit au profit de l'immigration, et dépasse 90,000 individus. Cet excédant se justifie d'ailleurs par l'immense impulsion donnée en France aux travaux publics à partir de 1852, et par le développement non moins rapide de l'industrie depuis cette époque.

Si l'on étudie, pour chaque département, le mouvement de la population de 1851 à 1856, on remarque que 4 sont restés à peu près stationnaires, tandis que 54 ont vu leur population diminuer. Sur ces 54, 30 ont perdu au-delà de 5000 âmes chacun, et sur ces 30, 16 en ont perdu plus de 10,000. La diminution a été surtout sensible dans un groupe de départements formant l'angle Nord-Est du territoire et comprenant la Haute-Saône, la Meurthe, le Bas-Rhin, la Meuse, les Vosges, le Jura, la Côte-d'Or, l'Yonne, la Haute-Marne, le Doubs, les Ardennes et la Moselle. Ces 12 départements réunis ont perdu plus de 200,000 habitants. Dans la Haute-Saône, le plus éprouvé de tous, la perte a été énorme, puisqu'elle s'est élevée à 35,072 sur 347,469, c'est-à-dire à un dixième. L'émigration nous paraît avoir eu une forte part dans cette perte. Un second groupe, composé de six départements voisins de Paris, doit avoir contribué pour un chiffre important à l'accroissement de la population de la capitale. Il comprend le Calvados, la Manche, l'Orne, l'Eure, l'Oise et la Sarthe. Ces six départements réunis ont perdu 55,000 habitants. Il importe toutefois de faire remarquer que, bien qu'appartenant, pour la plupart, à la catégorie de ceux qui se trouvent dans les meilleures conditions d'aisance et de vie moyenne, ils se font remarquer depuis longtemps par le faible accroissement, et même, pour quelques-uns, par la diminution graduelle de leur population. — A l'extrémité de la Bretagne, le Finistère, les Côtes-du-Nord et le Morbihan ont perdu 26,000 habitants. — Dans le Centre, le Puy-de-Dôme, la Creuse, le Cantal et la Corrèze, pays à forte émigration intérieure, ont fait une perte à peu près égale. — Dans le Midi, le petit département de l'Ariège a subi une réduction de 16,117 âmes sur 267,435. En y joignant les Hautes- et Basses-Pyrénées, le Tarn et l'Aude, on arrive, pour ce groupe, à une perte totale de près de 50,000 âmes. — Dans les

Alpes, la population de l'Isère a diminué de 26,860; c'est la perte relative et absolue la plus considérable après celle de la Haute-Saône.

En résumé, à l'exception de la Lorraine, de l'Alsace, de la Normandie et de la Picardie, où ont agi des causes particulières, ce sont les départements les moins riches de la France qui ont payé le plus lourd tribut à ce mouvement de dépopulation partielle.

Au premier rang des 28 départements qui ont gagné, figure la Seine, dont la population s'est élevée de 1,422,065 à 1,727,419; c'est une augmentation de 305,354 ou légèrement supérieure à celle des 15 années antérieures réunies. Elle dépasse de 50,838 l'accroissement afférent à la France entière. — Le Nord, le second en importance de nos départements, s'est accru de 54,068 habitants; le Rhône, de 51,246; les Bouches-du-Rhône, de 44,376; la Loire, de 32,672; la Gironde, de 26,370; la Loire-Inférieure, de 20,330. On reconnaît là l'influence de ces grands centres d'attraction qui s'appellent Lyon, Marseille, Saint-Étienne, Bordeaux et Nantes. — Viennent ensuite le Pas-de-Calais, l'Allier, le Var, Seine-et-Oise, le Gard, l'Hérault, Maine-et-Loire, le Cher et les Landes. Ces deux derniers départements, naguère si déserts, si délaissés, ont gagné, le premier 8,583, le second 7,636 habitants. Cet heureux résultat est dû à la puissante impulsion donnée à leur agriculture par la création récente de fermes impériales sur leur territoire.

§ 2. Populations rurale et urbaine.

Quelle est, par département, d'après les deux derniers recensements, la population qui appartient aux villes, et celle qu'on peut considérer comme purement agricole? A quel signe certain reconnaître l'élément urbain et l'élément rural, et comment les distinguer l'un de l'autre? Le problème est d'autant plus compliqué, que la même commune peut avoir et a réellement le plus souvent à la fois ces deux catégories de population. Faut-il ne considérer comme urbaine que la population agglomérée? Mais, dans celle qui ne l'est pas, tout n'est pas rural ou agricole. L'industrie, par exemple, peut y jouer un rôle considérable; et c'est précisément ce qui se passe de nos jours, où les établissements industriels se fondent surtout dans les banlieues des grandes villes. Le document officiel que nous analysons a cru donner à la question la seule solution qu'elle comportait, en supposant qu'au-dessous ou au-dessus d'un certain chiffre d'habitants agglomérés, une commune est exclusivement rurale ou urbaine. Il est certain que, dans ce système, il s'établit une sorte de compensation entre l'omission de l'élément urbain que peuvent contenir les communes considérées comme rurales et l'omission de l'élément rural des villes. Conformément à cette donnée, la population totale des communes comptant plus de 2000 habitants *agglomérés* (distraction faite des populations *flottantes*) a été considérée comme *urbaine* et celle des autres communes comme *rurale*. Le résultat des calculs faits dans ce sens attribue à la France, en 1856, une population urbaine de 9,844,828 et une population rurale de 26,194,536 habitants, soit pour 100 habitants, 27.31 habitant les villes et 72.69 les campagnes. Cette répartition était sensiblement différente dans les deux précédents recensements, comme on peut le voir par les rapports suivants :

	1846.	1851.	1856.
Population rurale	75.28	74.51	72.69
Population urbaine	24.72	25.48	27.31

§ 3. Répartition de la population par communes.

Le nombre des communes a varié ainsi qu'il suit d'après les cinq derniers dénombrements:

1836.	1841.	1846.	1851.	1856.
37,140	37,040	36,819	36,835	36,826

Si l'on considère que 27,829 communes, c'est-à-dire les 3/4 de leur nombre total, ont une population de moins de 1000 habitants, et ne réunissent ainsi que très-difficilement les éléments d'une bonne administration municipale; si l'on songe, en outre, que les communes nouvellement créées ne sont généralement que des démembrements d'autres communes déjà sans importance, et que, n'ayant aucune ressource personnelle, elles sont obligées de satisfaire à leurs dépenses obligatoires avec des centimes additionnels, on regrette involontairement ce triste progrès du morcellement administratif du sol, qui se manifeste de 1836 à 1851, mais heureusement pour s'arrêter de 1851 à 1856.

Relativement à leur population totale, les communes se sont réparties comme il suit dans les deux derniers dénombrements:

NOMBRE DES COMMUNES ayant une population totale	1851.	1856.	DIFFÉRENCE.
De 500 habitants et au-dessous. . .	15,684	16,225	+ 541
De 500 à 1,000 habitants	11,955	11,604	— 351
De 1,000 à 5,000 habitants	8,754	8,539	— 215
De 5,000 à 10,000 habitants	278	276	— 2
De 10,000 à 20,000 habitants	98	113	+ 15
De 20,000 habitants et au-dessus . . .	66	69	+ 3
Totaux.	36,835	36,826	— 9

L'élévation du chiffre des communes de 500 âmes confirme l'observation qu précède, que les communes nouvellement créées viennent presque toujours grossir le nombre des petites localités, c'est-à-dire des localités les plus mal administrées. La diminution des communes de 5 à 10,000 âmes peut s'expliquer par l'accroissement de celles qui en comptent de 10 à 20,000. Cet accroissement s'est très-probablement produit de deux manières: 1° Par des réunions de territoires empruntés à des villes voisines, ou même par l'annexion de ces villes (généralement des banlieues) à de plus grands centres de population; 2° par des augmentations de population qui ont fait passer un certain nombre de grandes communes d'une catégorie dans l'autre. Les mêmes faits expliquent le nombre progressif des communes de 20,000 âmes et au-dessus. En résumé, les mouvements de population qui se sont produits de 1851 à 1856, soit par des changements de circonscriptions administratives, soit par l'accroissement naturel du chiffre des habitants, se sont faits au profit des petites et des grandes communes.

En remontant au recensement de 1836 et en réduisant le nombre des catégories de population, on obtient les résultats suivants:

NOMBRE DES COMMUNES ayant une population totale	1836.	1846.	1851.	1856.	DIFFÉRENCE.	
					de 1836 à 1856.	de 1851 à 1856.
De 5,000 habit. et au-dessous .	36,747	36,389	36,393	30,368	— 379	— 25
De 5,000 à 10,000 habitants . .	274	275	278	276	+ 2	— 2
De 10,000 à 20,000 habitants . .	76	96	98	113	+ 37	+ 15
De 20,000 habit. et au-dessus . .	43	59	66	69	+ 26	+ 3
Totaux	37,140	36,819	36,835	36,826	— 314	— 9

Ainsi, dans cette période de 20 ans, les communes de moins de 5,000 âmes ont diminué de 379; celles de 5 à 10,000 ne se sont accrues que de 2 seulement; le nombre des villes de 10,000 à 20,000 âmes s'est élevé de près de moitié, et celui des villes de 20,000 âmes de plus de moitié. On ne pouvait trouver de preuve plus frappante de l'extension considérable des grandes villes au détriment des plus petites communes.

Voici comment en 1856, la population se répartissait entre les communes classées d'après le nombre des habitants:

COMMUNES ayant une population totale	NOMBRE de ces communes.	NOMBRE de POPULATION.	NOMBRE MOYEN d'habitants par commune.	RAPPORT OU NOMBRE TOTAL des communes.	NOMBRE d'HABITANTS pour 10,000.
De moins de 500 habitants . . .	16,225	4,958,699	306	4,406	1,377.
De 500 à 1,000 habitants . . .	11,604	8,196,768	706	3,151	2,276
De 1,000 à 5,000 habitants . . .	8,539	14,972,740	1,753	2,319	4,158.
De 5,000 à 10,000 habitants . . .	276	1,834,510	6,647	75	509.
De 10,000 à 15,000 habitants . . .	82	994,957	12,134	22	277
De 15,000 à 20,000 habitants . . .	31	547,021	17,646	8	152
De 20,000 à 30,000 habitants . . .	25	603,014	24,120	7	167
De 30,000 à 40,000 habitants . . .	15	531,611	35,441	4	148
De 40,000 à 50,000 habitants . . .	10	428,975	42,897	3	119
De 50,000 à 60,000 habitants . . .	6	325,694	54,283	2	90
De 60,000 à 80,000 habitants . . .	4	285,161	71,290	1	79
De 80,000 habit. et au-dessus . . .	9	2,333,519	259,280	2	648
Totaux et moyennes	36,826	36,012,669	978	10,000	10,000

Les rapports proportionnels qui précèdent, indiquent que le nombre des communes est, par catégorie, en raison inverse de celui des habitants. La dernière catégorie présente seule une exception à cette règle. La loi de répartition des habitants est plus compliquée; ce sont les communes de 1000 à 5000 habitants qui donnent la plus forte population (plus de 40 p. 100 de la population entière). Les communes de 500 à 1000 habitants viennent ensuite et elles sont suivies immédiatement par celles de moins de 500 habitants, puis par celles de 80,000 habitants, et enfin successivement, quoique avec quelques irrégularités, par les communes de 5 à 10,000 habitants, de 10 à 15,000, etc., etc.

§ 4. Population des principales villes.

Comme dans les dénombremens antérieurs, on a recensé, en 1856, deux natures de population bien distinctes: 1° les populations *flottantes*, comprenant l'armée, les établissements d'instruction secondaire, les établissements pénitentiaires, religieux et de bienfaisance, les réfugiés et diverses autres catégories d'individus; 2° la popula-

tion *municipale*, qui n'est autre que la population totale, distraction faite des populations flottantes. A son tour, la population municipale se subdivise en agglomérée et éparse. Ces distinctions, qu'on ne retrouve pas dans les autres pays, sont fondées sur ce fait qu'en France, le chiffre de la population sert de base au règlement de divers intérêts financiers et administratifs, et que ce règlement est déterminé tantôt par le nombre absolu des habitants, tantôt par ce nombre, réduit de quelques catégories de personnes, tantôt enfin, par l'agglomération seulement. D'après la définition qu'en a donnée, dans diverses circulaires, l'administration des finances, l'agglomération comprend les maisons contiguës ou réunies entre elles par des parcs, jardins, vergers, chantiers, ateliers ou autres enclos de ce genre. En 1856, le nombre des communes ayant plus de 2000 habitants agglomérés (populations flottantes non comprises) était de 1,307, et le chiffre de cette population agglomérée, de 9,475,655. En 1851, on n'en avait compté que 1,083, ayant une population agglomérée de 7,519,981 habitants. La population agglomérée des communes, où cette population dépasse 2000 habitants, s'est donc accrue, en cinq ans, de 26 p. 100. Ce fait confirme les renseignements précédents sur le mouvement de concentration de plus en plus caractérisé de la population française sous l'influence des nouvelles conditions économiques du pays.

Ces observations devaient naturellement conduire à rechercher dans quelles proportions s'est accrue, de 1841 à 1856, la population de nos principales villes. Pour ne pas donner à cette étude des développements exagérés et d'un faible intérêt, l'auteur du document que nous analysons n'y a compris que les communes ayant, en 1856, plus de 5000 habitants agglomérés, distraction faite des populations flottantes. Le tableau ci-après résume les résultats des calculs faits à ce sujet, calculs qui portent sur un ensemble de 287 villes.

ANNÉES.	POPULATION.	ACCROISSEMENT pour 100.
1841	4,930,489	—
1846	5,360,792	8.37
1851	5,628,117	4.98
1856	6,200,187	10.16

Ainsi, le taux d'accroissement de la population domiciliée ou sédentaire de ces villes, très-sensible de 1841 à 1846, diminue dans la période suivante sous l'influence probable de la cherté de 1847, de la révolution de 1848 et du choléra de 1849, pour reprendre un essor rapide de 1851 à 1856. Cet essor, nous avons à peine besoin de le rappeler, n'est pas le résultat d'un excédant extraordinaire des naissances sur les décès, mais bien l'effet, au moins pour la plus grande partie, d'immigrations provenant des campagnes ou des petites localités. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le taux d'accroissement du reste de la population de l'Empire, qui avait été de 2.53 de 1841 à 1846, et s'était réduit à 0.38 dans la période suivante, a fait place, de 1851 à 1856, à une diminution de 1.05 p. 100. Quant à la population totale de la France, on sait que la proportion de son accroissement est descendue successivement de 3.42 à 1.08 et à 0.72.

Quand on étudie séparément la population attribuée successivement à chacune de ces 287 villes par les quatre derniers dénombrements, on constate que, de 1841 à 1846, 36, de 1846 à 1851, 66, et de 1851 à 1856, 106 ont vu diminuer leur population. Dans la dernière période, 5 ont perdu leur individualité par leur annexion

à de grandes cités, dont elles formaient de véritables annexes. En général, les accroissements de population les plus considérables portent principalement sur les banlieues des grandes villes. Cette observation s'applique surtout à celles de Paris, Lyon, le Havre et Lille, aujourd'hui annexées pour la plupart à leur centre d'activité.

§ 5. Maisons et ménages.

D'après les recensements opérés, non plus cette fois par les maires, mais par les agents des contributions directes, il existait en France, 7,519,310 maisons d'habitation imposables en 1851 et 7,698,815 en 1856. On sait que les maisons *imposables* ne comprennent pas celles que leur état de vétusté, de dégradation et de misère n'ont pas permis d'inscrire sur les rôles. Voici, d'après la même source, les chiffres afférents à quelques années antérieures et postérieures à 1856.

1826.	1835.	1842.	1852.	1857.	1858.	1859.
6,484,176	6,805,402	7,143,968	7,524,050	7,895,594	7,940,432	8,007,782

Les maires n'ont déclaré en 1856 que 7,431,187 ou 267,628 de moins que les agents des finances. Sur ces 7,431,187 maisons, 7,053,217 ou 94.91 p. 100 étaient entièrement habitées, en considérant comme telles les maisons de campagne qui ne sont occupées que pendant la saison d'été; 151,380 (2.04 p. 100) n'étaient habitées qu'en partie, et 188,249 (2.53 p. 100) ne l'étaient pas du tout; les maisons en construction s'élevaient à 38,341 (0.52 p. 100).

Au point de vue du mode de *couverture*, considéré comme signe de leur valeur et comme indice du bien-être de leurs habitants, les 7 1/2 millions de maisons se répartissent ainsi qu'il suit: 1,499,662 ou 20.18 p. 100 étaient couvertes en chaume et 5,931,525 ou 79.82 en tuiles, ardoises ou zinc.

Dans le tableau qui suit, les maisons ont été subdivisées suivant leur hauteur; il est à regretter que le département de la Seine n'ait transmis aucun renseignement sur ce point.

Maisons ayant un rez-de chaussée seulement	4,452,387	ou	60.49	p. 100.
— — un rez-de-chaussée et 1 étage	2,166,575	—	29.44	—
— — un rez-de-chaussée et 2 étages	583,207	—	7.92	—
— — un rez-de-chaussée et 3 étages	123,108	—	1.67	—
— — un rez-de-chaussée et 4 étages	24,822	—	0.34	—
— — un rez-de-chaussée et plus de 4 étages	10,309	—	0.14	—
	<hr/>		<hr/>	
	7,360,408		100.00	—

Le nombre des ménages relevé en 1856 est de 9,387,561; il était en 1851, de 9,922,021. Par ménages, on a désigné non pas les familles, mais les individus, mariés ou non mariés, avec ou sans enfants, habitant un local distinct. Ainsi, aux termes des instructions ministérielles, une personne vivant seule dans un logement séparé, a été considérée comme formant un ménage, aussi bien qu'une famille composée du mari, de la femme, d'un ou de plusieurs enfants, d'un ou de plusieurs domestiques *demeurant ensemble* dans le même appartement. Les ménages ainsi définis, se subdivisaient de la manière suivante en 1856. La première ligne indique les nombres absolus; la seconde, les rapports p. 100.

NOMBRE DES MÉNAGES COMPRENANT

1 personne.	2 personnes.	3 personnes.	4 personnes.	5 personnes.	6 personnes.	Plus de 6 pers.
914,788	1,628,037	1,753,806	1,600,211	1,166,205	786,730	946,499
10.40	18.51	19.94	18.19	13.26	8.94	10.76

On voit que ce sont les ménages de trois personnes qui sont les plus nombreux ; viennent ensuite ceux de deux et quatre personnes. En moyenne, on compte, pour la France entière, 3.84 personnes par ménage; cette proportion descend à 2.83 dans le département de la Seine; pour le reste du pays, elle s'élève à 3.90. Le nombre des ménages par maison suit un ordre inverse; il est, pour la France entière, de 1.26; pour la Seine, de 8.35; pour les autres départements, de 1.20.

En 1851, on avait pu établir cette comparaison, non-seulement pour la France entière, mais encore pour les villes chefs-lieux d'arrondissement et pour Paris, et cette comparaison avait donné lieu aux rapports suivants :

	HABITANTS		NOMBRE DE MÉNAGES par maison.
	pour une maison.	pour un ménage.	
Paris:	35.17	2.99	12.85
Villes	9.05	3.58	2.53
France entière	4.84	3.95	2.85

Ainsi, tandis que le nombre des habitants par maison est presque deux fois dans les villes et plus de sept fois dans Paris, plus élevé que dans la France entière, ce qu'expliquent suffisamment la dimension des maisons et la densité de la population, le nombre des personnes par ménage suit un ordre inverse. Il semble en résulter que le nombre des individus vivant seuls est en raison directe de l'agglomération. A Paris, comme dans les autres grandes villes, c'est surtout la présence de nombreux ouvriers non domiciliés ni mariés, d'étudiants, d'employés célibataires, etc., qui détermine ce résultat. Les enfants mis en nourrice pourraient encore servir à expliquer le petit nombre de personnes par ménage dans les villes et surtout à Paris. Enfin, si l'on trouve à Paris 35.17 personnes par maison et seulement 2.99 habitants par ménage, il est évident que le nombre des ménages par maison doit y être considérable; c'est ce que confirment en effet les chiffres de la dernière colonne du tableau qui précède.

§ 6. Population par état civil.

En 1856, la population se répartissait par sexe et par état civil de la manière suivante. Pour le sexe masculin, on a compté 9,846,104 enfants et célibataires ou 27.34 p. 100; 7,129,021 mariés ou 19.80 p. 100; 882,314 veufs ou 2.45 p. 100. — Pour le sexe féminin, 9,328,763 enfants et célibataires ou 25.90 p. 100; 7,090,139 mariées ou 19.69 p. 100, et 1,736,328 veuves ou 4.82 p. 100. Le rapport exact était de 49.59 hommes pour 50.41 femmes. Il avait été, en 1851, de 49.73 pour 50.27. — Il résulte de la comparaison des résultats des deux derniers recensements, confirmés, d'ailleurs, par tous les précédents, que le nombre des garçons est, en France, supérieur à celui des filles; ce qui s'explique par le double fait de la prédominance du sexe masculin dans les naissances et du mariage plus tardif chez l'homme que chez la femme. Le léger écart que l'on observe entre les mariés des deux sexes.

peut s'expliquer par le séjour en France d'un certain nombre d'étrangers venus sans leurs femmes. La différence numérique entre les veufs et les veuves est très-sensible, puisqu'il y a deux fois plus de veuves que de veufs. Mais il ne faut pas perdre de vue, d'une part, qu'il se remarie plus d'hommes que de femmes; de l'autre, qu'il survit un plus grand nombre de femmes à leurs maris, par suite de l'âge moins avancé auquel elles se marient, que de maris à leurs femmes. — On constate en 1856, par rapport à 1851, une légère diminution des célibataires de l'un et l'autre sexe; pour le sexe masculin, elle peut s'expliquer et par nos pertes en Orient et par l'omission de la portion de l'armée qui se trouvait en Crimée à l'époque du recensement.

§ 7. Population suivant les âges.

Nous trouvons dans le document que nous analysons, deux tableaux où sont récapitulés les résultats des essais faits en France, en 1851 et 1856, pour relever l'âge de chaque habitant. Ils font connaître, par périodes de cinq ans, le nombre relatif et absolu des individus des deux sexes aux divers âges de la vie. Ils permettent ainsi, dans une certaine mesure, de reconnaître les modifications survenues, de l'une à l'autre année, dans le nombre des habitants appartenant à ces âges. Nous regrettons que leurs dimensions ne nous permettent pas de les reproduire. En les étudiant avec soin, on remarque que, jusqu'à 20 ans, le sexe masculin conserve la supériorité numérique que lui donne l'excédant des garçons sur les filles à la naissance. Par suite d'une plus grande mortalité, qu'expliquent les décès militaires, toujours plus nombreux, même en temps de paix, que les décès civils, des dangers de toute nature auxquels l'homme est plus spécialement exposé à l'âge adulte, par suite des professions fatigantes ou périlleuses qu'il embrasse, enfin un plus grand débordement des passions, il la perd dans la période de 20 à 25 ans. On remarque, d'ailleurs, que l'infériorité numérique du sexe masculin de 20 à 25 ans et même de 25 à 30 ans, se manifeste surtout en 1856, par suite de l'omission des 165,000 hommes qui se trouvaient en Crimée au moment du recensement. Au delà de cet âge, commence à se faire sentir l'effet de l'immigration, dans laquelle les hommes, comme on le sait, ont la plus grande part. La prédominance numérique leur revient en effet, à 30 ans, sans toutefois être très-sensible, et ils la conservent jusqu'à 50 ans. Elle leur échappe à partir de quelques années au delà de cet âge, pour appartenir, jusqu'aux limites de la vie, et dans des proportions très-notables, au sexe féminin, signe évident des vides que les guerres de la Révolution et du premier Empire ont faits dans les générations qui ont atteint aujourd'hui les âges les plus avancés. — La prédominance du sexe masculin aux âges où elle existe étant peu marquée, tandis que celle du sexe féminin est considérable surtout aux âges très-élevés, il en résulte que l'excédant féminin, que l'on constate dans la population totale, se maintient et s'accroît même successivement, à mesure que l'on retranche les âges les uns des autres. C'est ainsi qu'en 1851, la proportion générale de 98.89 hommes pour 100 femmes se réduit à 98.51 pour les individus âgés de plus de 5 ans; à 97.96 pour ceux de 10 ans et au-dessus et tombe, par des diminutions successives, de 67.59 pour la population âgée de plus de 90 ans à 56.67 pour les centenaires. Les mêmes faits se reproduisent presque identiquement en 1856.

L'âge moyen approximatif de la population s'établit ainsi qu'il suit en 1851 et 1856.:

	1851.		1856.	
	ans.	mois.	ans.	mois.
Sexe masculin	30	6	30	8
Sexe féminin	31	5	31	3
Deux sexes réunis.	30	11	31	3

Ces résultats présentent une concordance très-remarquable.

§ 8. Populations flottantes.

C'est en 1841 pour la première fois que ces populations (dont nous avons donné plus haut la définition) ont été recensées séparément et distraites de la population fixe ou sédentaire, destinée désormais à servir seule de base soit à l'impôt, soit à l'application des lois sur l'organisation municipale. Au premier rang de ces populations figurent *l'armée de terre et de mer*, ayant, d'après le dénombrement, la première, un effectif de 377,424, la seconde, de 62,291 individus. La 2^e catégorie comprend les *marins du commerce embarqués pour des voyages au long cours*, au nombre de 28,567. Viennent ensuite les *établissements pénitentiaires*, renfermant 57,903 détenus, dont 43,486 hommes et 14,417 femmes; les *établissements hospitaliers*, dont 774 hospices contenant, au 1^{er} juin 1856, 58,436 infirmes; 364 hôpitaux avec 35,888 malades; 108 maisons de refuge avec 8,929 personnes, et 60 asiles publics d'aliénés avec 19,442 malades; ensemble 122,695 malades, infirmes ou indigents, dont 53,524 hommes et 69,171 femmes; les *établissements d'instruction secondaire*, au nombre de 8,519, recevant 534,713 élèves; les *communautés religieuses d'hommes et de femmes*, au nombre de 2,592 et ayant un personnel de 49,527 individus, dont 9,136 hommes et 40,391 femmes. Les communautés vouées à l'instruction publique sont les plus nombreuses; elles comptent 1547 maisons réunissant 29,537 religieux des deux sexes. Les communautés charitables, au nombre de 712, ont un personnel de 11,109 personnes. Enfin celles qui se consacrent à des devoirs purement religieux, au nombre (que nous croyons très-exagéré) de 333, comptent 8,881 personnes. Cette statistique confond les communautés autorisées et celles qui ne sont que tolérées.

§ 9. Infirmités diverses.

Aliénés, idiots et crétins. — En 1856, comme en 1851, on a recensé les aliénés, mais en les distinguant des idiots et crétins. Les premiers, ou aliénés proprement dits, s'élevaient, au 1^{er} juin 1856, à 35,031, dont 11,714 à domicile et 23,317 dans les asiles et établissements hospitaliers. À la même date, le nombre des idiots et crétins était de 25,259, dont 22,290 à domicile, et 2,969 dans les asiles publics; c'est un total de 60,290 malades. Ces chiffres admis, les aliénés seraient aux idiots et crétins comme 58.10 à 41.90, et on compterait, pour 100,000 habitants, 97 aliénés et 70 idiots ou crétins, soit en tout 167 malades ou 1 sur 598 habitants. Les résultats recueillis en 1851 paraissent, par suite de l'omission très-probable d'un grand nombre d'idiots et de crétins, ne pas mériter la même confiance.

On chercherait vainement à étudier, avec les documents recueillis en 1856, l'influence du climat ou de la situation géographique sur l'aliénation mentale proprement dite; d'une part, les malades traités dans les asiles publics ou privés ayant été attribués en masse aux départements où sont situés ces établissements; de l'autre, les

aliénés à domicile étant naturellement plus nombreux dans les départements qui n'ont pas d'asiles. Mais la plupart des idiots et crétins vivant au sein de leur famille, il est possible de rechercher utilement quels sont les départements où ils se trouvent en plus ou moins grand nombre. Toutefois, une étude de cette nature ne saurait offrir un résultat véritablement scientifique, que si l'on avait la certitude que le recensement de ces infortunés a été fait avec les mêmes soins dans chaque département; or nous avons à peine besoin de dire que cette certitude n'existe pas. C'est ainsi, pour citer un exemple, que la Seine paraît offrir, en ce qui les concerne, une lacune qui n'a pas permis de la faire figurer dans un travail de classement par département. Voici, au surplus, les faits les plus saillants de ce classement. Les vingt départements où l'idiotie et le crétinisme paraissent dominer sont : les Hautes-Alpes (329 pour 100,000 habitants); l'Ariège (180); les Hautes-Pyrénées (133); le Puy-de-Dôme (121); la Meurthe (117); le Bas-Rhin (110); la Meuse (107); le Haut-Rhin (101); les Pyrénées-Orientales (93); la Sarthe (93); Saône-et-Loire (90); le Calvados (89); l'Aisne (86); la Côte-d'Or (86); la Haute-Saône (85); Seine-et-Marne (84); l'Yonne (84); les Basses-Alpes (83); l'Eure (82) et l'Oise (82). — Les vingt départements qui en sont le moins affligés sont : la Haute-Marne (6 pour 100,000 habitants); le Gers (7); le Rhône (18); l'Orne (22); la Creuse (23); Tarn-et-Garonne (24); Bouches-du-Rhône (26); Landes (27); Drôme (29); Allier (30); Ain (33); Ille-et-Vilaine (33); Corse (37); Haute-Vienne (39); Côtes-du-Nord (40); Cher (42); Vienne (42); Gard (43); Aude (46); Charente (46). — Si l'on voit les départements les plus montagneux de la France (Hautes et Basses-Alpes, Ariège, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Puy-de-Dôme) figurer parmi ceux où cette cruelle infirmité semble faire le plus de victimes, et si l'on trouve ainsi la confirmation des observations nombreuses déjà faites dans le sens de l'influence de l'altitude sur son développement endémique, on est surpris de la rencontrer également dans des conditions géographiques entièrement différentes. Cette apparente anomalie peut être réelle et reposer sur des causes qui nous échappent; mais elle peut aussi être attribuée à des méprises de la part des agents du dénombrement sur le véritable caractère de la maladie qu'ils avaient à constater. Toutefois, quand on recherche, avec les résultats sur ce point du dénombrement de 1851, quels sont les départements qui renferment le plus de goitreux (et l'on sait que le goître accompagne presque toujours le crétinisme), on remarque que ces départements sont précisément ceux dans lesquels on a recensé le plus de crétins en 1856. C'est ainsi que nous voyons figurer dans les deux listes les Hautes et Basses-Alpes, l'Ariège, les Hautes-Pyrénées, le Puy-de-Dôme, le Haut-Rhin et la Meurthe. Il existait un autre moyen de vérifier si la variété des zones géographiques au point de vue de la distribution de l'idiotie et du crétinisme est un fait réel. Il consistait à rechercher dans les *comptes rendus du recrutement*, quels sont les départements où le nombre des exemptions pour cette infirmité est le plus ou le moins élevé par rapport aux examinés. Cette recherche a conduit à retrouver dans la série de ceux qui en comptent le plus, une partie des départements signalés par le dénombrement de 1856. En fait, après avoir classé les 86 départements par ordre décroissant du rapport aux examinés des exemptés pour idiotie et crétinisme, on a reconnu, dans les 20 premiers, la présence de ceux qui appartiennent à la zone des Alpes, des Pyrénées, des Cévennes, et des montagnes du Centre et de l'Ouest. Tels sont notamment les Hautes-Alpes, l'Isère, les Hautes-Pyrénées, l'Ariège, la Haute-Garonne, l'Ardèche et la Drôme. Dans la série des 29 suivants se trouvent le

Cantal, la Creuse, les Basses-Pyrénées, la Corrèze, les Basses-Alpes, le Puy-de-Dôme et les Pyrénées-Orientales. L'influence de l'altitude est donc ici manifeste. Elle est énorme dans les Hautes-Alpes, comme l'atteste le chiffre afférent à ce département qui est de 295 exemptés pour 10,000 examinés, tandis que la moyenne de ce rapport, pour les 19 autres départements qui ont le plus d'exemptions pour le même fait, est de 54 seulement. — Maintenant quelle est la nature de cette influence qu'avait déjà signalée jusqu'à l'évidence la Commission royale de statistique sarde dans son beau travail sur le crétinisme? Est-elle exclusivement tellurique? A-t-elle pour cause, notamment, soit l'orientation, soit les conditions de l'air ambiant, soit les brusques changements de température plus fréquents dans les hauteurs que dans la plaine; soit la rigueur du climat; soit, enfin, comme l'assurent ceux qui ont observé les affinités du goitre et de l'idiotie, l'absence ou l'insuffisance de l'iode dans les eaux vives et particulièrement dans les eaux torrentielles propres aux montagnes? Ne pourrait-on pas aussi en chercher l'explication dans l'insuffisance de l'alimentation, dans l'absence des soins hygiéniques les plus nécessaires, dans la misère, enfin, qui atteindrait particulièrement les habitants des montagnes où le sol maigre et naturellement infertile ne nourrit que difficilement une population chétive et malingre? Des recherches nombreuses sont encore nécessaires pour résoudre ce triste mais intéressant problème. — Le rapport des sexes varie selon qu'on l'étudie dans l'aliénation mentale ou dans l'idiotie. D'après les documents recueillis en 1856, pour 100 insensés du sexe féminin, on n'en aurait compté que 93.58 du sexe masculin; tandis que, pour l'ensemble de la population, le rapport sexuel était, la même année, de 100 femmes pour 98.35 hommes. Cette prédominance du sexe féminin disparaît dans l'idiotie et le crétinisme, pour faire place au phénomène contraire, c'est-à-dire à la supériorité du sexe masculin dans le rapport de 100 à 77.

Aveugles. — On a recensé, en 1856, 38,413 aveugles, dont 21,005 du sexe masculin et 17,408 du sexe féminin. C'est 120.10 hommes pour 100 femmes. Sur 27,499 aveugles, pour lesquels on a pu constater l'origine de leur infirmité, 4,801 (17.45 p. 100) l'étaient depuis la naissance et 22,698 (82.55 p. 100) l'étaient devenus postérieurement. Quelques savants ont été amenés, par des recherches particulières, à exprimer l'opinion que le nombre des aveugles est plus considérable dans les pays chauds ou froids que dans les zones tempérées. Cette opération semble trouver sa confirmation dans le classement par département des aveugles recensés en 1851 et 1856. On y remarque, en effet, que la liste des départements qui ont le plus d'aveugles n'en renferme que deux de la région du Centre (Cantal et Côte-d'Or), tandis qu'elle en compte 12 du Midi et 6 du Nord. On trouve au contraire dans la série qui a le moins d'aveugles, 16 départements du Centre, 2 du Nord et 2 du Midi. Le Midi aurait donc le plus et le Centre le moins d'aveugles; le Nord occuperait une position intermédiaire.

Sourds-muets. — Il résulte du recensement spécial (fort incomplet d'ailleurs sur ce point) de 1856: 1^o que près des trois-quarts des sourds-muets le sont de naissance; 2^o que le sexe masculin est particulièrement atteint de cette infirmité. Des observations faites à l'étranger, permettent de croire que le nombre des sourds-muets s'accroît, comme l'idiotie et le crétinisme, en raison de l'altitude, et les faits recueillis en 1851 semblent avoir confirmé cette double conclusion. En effet, en comparant la région orientale de la France, relativement très-élevée, avec la région occidentale qui s'abaisse vers la mer, on trouve (pour 1851): dans la pre-

mière, 1 sourd-muet sur 1,081 habitants; et dans la deuxième, 1 sur 1,402. Malgré des irrégularités et des lacunes, le dénombrement de 1856 conduit à des conclusions à peu près analogues.

§ 10. Professions.

Nous avons dit quel avait été le principe, entièrement nouveau, du recensement; des professions en 1856.

Les informations recueillies, conformément à ce principe, ont donné les résultats ci-après :

	SEXE		TOTAL.	RAPPORT pour 10,000.
	masculin.	féminin.		
I. Agriculture	9,512,092	9,551,979	19,064,071	5,294
II. Industrie	5,182,036	5,287,925	10,469,961	2,907
III. Commerce	779,702	852,629	1,632,331	453
IV. Professions diverses intéressant les précédentes	52,823	47,276	100,099	28
V. Professions libérales	886,503	475,542	1,362,045	378
VI. Clergé de tous les cultes	64,570	78,135	142,705	40
VII. Individus sans profession ou dont la profession n'a pu être constatée	1,379,713	1,861,744	3,241,457	900
Totaux	17,857,439	18,155,230	36,012,669	10,000

Quoique cette classification n'ait pas été rigoureusement observée dans quelques départements, et que, dans d'autres, les professions n'aient pas été constatées avec un soin suffisant, l'administration estime que les sept grandes divisions qui précèdent, représentent assez exactement la répartition de la population entre les diverses branches du travail. Le petit nombre relatif de personnes vivant des bénéfices du commerce, c'est-à-dire de la vente d'objets fabriqués par d'autres, peut s'expliquer par ce fait que beaucoup de commerçants sont en même temps fabricants, et que, dans le cas où la fabrication a paru constituer leur principal moyen d'existence, ils ont dû, aux termes des instructions, être classés parmi les industriels. Il importe, en outre, de savoir que, conformément à la rigueur des définitions, on a dû considérer comme industriels, non-seulement les personnes qui fabriquent un produit en totalité, mais encore celles qui font subir à un produit soit naturel, soit en tout ou partie fabriqué, une modification, une altération, un changement quelconques.

Bien que le système du dénombrement des professions n'ait pas été le même en 1851 et en 1856, on peut, en opérant certaines fusions et certains déplacements de population, établir, entre les deux opérations, des rapprochements de quelque intérêt. En voici le résumé :

	1851.	RAPPORT pour 10,000.	1856.	RAPPORT pour 10,000.
Agriculteurs	21,992,874	6,146	19,064,071	5,294
Industriels et commerçants	9,283,895	2,595	12,202,391	3,388
Individus exerçant des professions libérales	3,483,538	973	3,262,282	906
Individus sans profession ou dont les professions n'ont pu être constata- tées	1,022,863	286	1,483,925	412
Totaux	35,783,170	10,000	36,012,669	10,000

Le résultat le plus remarquable de ce rapprochement est la diminution sensible des habitants de la campagne, déjà démontré plus haut par le progrès des agglomérations urbaines, et, comme mouvement correspondant, l'accroissement des populations vouées au commerce et à l'industrie. Il n'est pas probable que les professions libérales aient fait vivre en 1856 un moins grand nombre de personnes qu'en 1851 ; la différence nous paraît donc devoir être attribuée à des classements irréguliers dans la IV^e section.

Un mot en terminant cette première étude. Les dénombrements en général, et particulièrement en France, présentent-ils un degré d'exactitude suffisant pour que les faits qu'ils mettent en lumière puissent être considérés comme l'expression au moins approximative de la vérité ? La valeur scientifique des résultats de ces vastes opérations dépend de quatre conditions : la clarté, la précision des instructions émanées de l'autorité supérieure ; la valeur des procédés matériels employés pour obtenir les renseignements demandés ; l'aptitude et la loyauté des agents chargés de les recueillir ; l'absence de tout intérêt (réel ou supposé) pour les habitants de se soustraire à l'enquête dont ils sont l'objet.

En France, nous craignons qu'il ne soit pas également satisfait à ces diverses conditions. Certes, ce n'est pas la clarté qui manque, en général, à nos instructions ministérielles ; mais, dans le cas qui nous occupe, la nécessité (contestable selon nous) de distinguer, dans un intérêt financier, politique, entre la population *domiciliée*, ou seulement *sédentaire*, oblige l'administration à établir des distinctions, des catégories, des classifications nombreuses, dont le sens peut quelquefois échapper à nos maires de campagnes, que la loi charge du dénombrement. Les prescriptions qui doivent les guider dans l'acte matériel de la constatation des faits, seraient d'ailleurs excellentes si elles étaient ponctuellement suivies. Ainsi, en principe, le recensement doit être personnel et nominatif ; c'est-à-dire que le maire ou ses agents doivent se présenter à domicile et remplir le questionnaire transmis par l'autorité supérieure, avec les déclarations mêmes de l'administré. Mais il est permis de douter qu'il en soit toujours ainsi. Dans les grandes villes, la difficulté de rencontrer les habitants chez eux oblige souvent les recenseurs à se contenter des renseignements fournis par les amis, les parents, les domestiques et les concierges. Dans les communes rurales qui n'ont pas de garde champêtre et qui se composent de sections placées à de grandes distances, il est à craindre que le maire ne soit que trop disposé à suppléer, par de vagues et incomplètes indications, à une enquête qui exigerait un déplacement plus ou moins prolongé. Le recensement ne s'opère pas d'ailleurs partout le même jour, comme en Angleterre et en Belgique ; loin de là, chaque maire choisit, pour y procéder, le jour dont ses affaires personnelles lui laissent la libre disposition. De là, la possibilité de doubles emplois par le fait du passage d'un certain nombre d'habitants d'une commune dénombrée dans une commune qui ne le serait pas encore. Il n'est pas certain, en outre, que l'opération, une fois commencée, soit continuée sans interruption, et que, par exemple, des habitants déjà dénombrés dans la portion de la commune recensée, ne le soient pas de nouveau dans celle qui ne l'a point encore été.

Mais l'une des causes les plus graves des erreurs dont peuvent être entachés nos recensements, ce sont les dispositions défavorables de la population pour toute enquête à domicile. Cette malveillance instinctive vis-à-vis des agents de l'autorité est

traditionnelle. Elle est un souvenir, perpétué de génération en génération, des recensements locaux de l'ancienne monarchie, qui avaient toujours pour objet l'assiette d'un impôt ancien, mais aggravé, ou d'un impôt nouveau. Aujourd'hui encore, surtout dans les campagnes, le recenseur, aux yeux des habitants, est un agent du fisc, venant surprendre le secret du contribuable et puiser dans ses déclarations les éléments d'une addition à sa cote. Les troubles sanglants provoqués par le dénombrement de 1841, sur les excitations, il est vrai, d'une presse violente et aveugle dans ses haines, qui affectait de confondre le recensement de la population avec celui des valeurs locatives entrepris en même temps, n'ont que trop mis à jour cette méfiance des masses contre toute recherche officielle, même sur les matières les plus étrangères à l'impôt.

A cette source d'erreurs résultant de dissimulations ou de fausses indications, mais à un rang inférieur par ordre d'importance, il faut joindre la fâcheuse influence qu'exerce en France sur la sincérité des recensements, en ce qui concerne le chiffre réel du nombre des habitants, l'intérêt pour un assez grand nombre de grandes communes, de rester toujours au-dessous d'une certaine limite de population, afin de ne pas voir s'élever le tarif des contributions qui ont cette population pour base, ou même de leur échapper entièrement. On comprend facilement en effet que les maires, organes de cet intérêt, soient peu tentés de donner au recensement le caractère de précision et de vérité consciencieuse qui seul en fait la valeur.

Il est d'ailleurs des causes spéciales d'inexactitude qui tiennent à la nature même du renseignement demandé. C'est ainsi que, dans les campagnes, bon nombre de vieillards ignorent encore aujourd'hui la date précise de leur naissance, et que, dans les villes, il est assez difficile d'en obtenir l'aveu, même et nous pourrions peut-être dire surtout dans les rangs les plus élevés de la société, de la plupart des femmes qui touchent à la maturité.¹

Enfin c'est à tort, selon nous, que l'administration choisit le milieu de l'année pour faire procéder au dénombrement. A cette époque, un grand nombre de personnes, surtout avec les facilités actuelles de locomotion, sont absentes pour leurs affaires ou pour leurs plaisirs. De là des omissions ou des doubles emplois.

Mais hâtons-nous de dire que, malgré ces chances d'erreurs ou d'infidélités, les recensements donnent en France, pour certains faits, des approximations suffisantes, à la fois pour la science et les besoins du gouvernement. Quant aux autres, il leur faudrait, pour être définitivement acceptés, la sanction d'un certain nombre d'expériences ultérieures.

Il n'en est pas de même de ces dénombrements annuels qui résultent du dépouillement des registres de l'état civil. Ceux-là, reposant sur des faits accomplis dont la preuve certaine est sous les yeux de l'autorité, portent avec eux un caractère irrefragable de vérité que ne sauraient affaiblir quelques erreurs locales et partielles de transcription. C'est ce que nous expliquerons dans une seconde et prochaine étude.

1. M. Rickmann, qui a dirigé en Angleterre tous les recensements, de 1801 à 1841, a écrit qu'il ne lui avait jamais été possible de connaître exactement l'âge de sa femme et de sa servante. Le même fonctionnaire assure que beaucoup de dames anglaises, placées dans l'alternative de faire connaître leur âge ou de dire *la chose qui n'est pas*, choisissent l'époque du dénombrement pour voyager sur le continent....